

SUPPLÉMENT**Bulletin Communiste**96, Quai de Jemmapes, 96.
Paris. X.**ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL**

CERCLE COMMUNISTE MARX ET LÉNINE

UN CRIME !

Léon Trotsky déporté en Turquie : voilà ce qu'il faut apprendre dans la 12^e année de la Révolution russe !

Ne pouvant le corrompre, veut-on l'assassiner ?

Toutes les alarmes sont légitimes quand des gouvernants désemparés cherchent une diversion et redoutent la critique révolutionnaire.

La dictature du prolétariat, en Russie, est devenue la dictature d'une camarilla.

Des milliers de communistes sont emprisonnés ou déportés en Sibérie : les plus courageux, les mieux éprouvés, les plus sûrs.

Et Trotsky est exilé en Turquie !

La classe ouvrière russe demande du pain, du travail, des libertés et le progrès vers le socialisme. Staline lui vaut le chômage, la censure, la répression et une marche au socialisme à rebours.

Il n'y a plus de Soviets dans la République des Soviets !

La Déclaration des Droits du peuple travailleur, la Constitution soviétique sont foulées aux pieds.

Les ouvriers français se tairont-ils quand leurs frères de Russie sont accablés sous une poigne policière et despotique ?

Laisseront-ils le crime se perpétuer ?

Les menteurs salariés de *l'Humanité* pourront-ils impunément bourrer le crâne des travailleurs ?

Honte au prolétariat qui se tairait !

Protestez, camarades ! Elevez la voix dans vos syndicats, dans le Parti Communiste, dans toutes les réunions ouvrières ! Exiges des comptes, prenez à la gorge les fonctionnaires complices !

Liberté pour Trotsky, liberté pour nos milliers de compagnons d'armes en prison et en exil !

Vive Léon Trotsky !

Vive la Constitution des Soviets !

Vive le Communisme International !

Pour le Cercle Communiste Marx et Lénine,

La Commission Exécutive :

ADLER, ALBRESKY, BERTRAND, CHARBIT,
F. GÉRARD, LACHASTRE, MAHOY, NAVILLE,
PATRI, SABLÉ, SOUVARINE.

N O S D É P O R T É S

Au premier rang, de gauche à droite :
SEREBRIAKOV — RADEK — TROTSKY — BOGOUSLAVSKY — PRÉOBRAJENSKY.

Au deuxième rang, de gauche à droite :
Ch. RACOVSKY — DROBNIS — BELOBORODOV — SOSNOVSKY.

La répression du communisme en Russie Soviétique

L'opposition hors la loi—Trotsky exilé—La crise du Parti

Les nouvelles de l'U.R.S.S. sont de plus en plus rares, trompeuses et confuses. La presse capitaliste, après avoir longtemps menti par intérêt, continue de mentir par habitude et par ignorance. La presse dite communiste ment par ordre et par calcul. Le gouvernement soviétique ment par système. On ne croit plus les uns ni les autres, même quand ils disent la vérité.

La partie la plus consciente de la classe ouvrière, qui veut se faire une idée de la réalité russe, est privée d'informations sûres et d'explications honnêtes. Les quelques groupes d'opposition communiste d'Europe et d'Amérique qui s'intitulent « de gauche » concourent à tromper et à désorienter l'opinion par leurs partis-pris de clique, leur absence de principes, leur manque de scrupules, leur démagogie à outrance, dont fait largement état la presse bourgeoise à laquelle ils se défendent hypocritement de collaborer.

Sans illusion ni lassitude, nous poursuivrons ici notre besogne de communistes-tout-court à la recherche scrupuleuse de la vérité, étudiant objectivement les faits et s'efforçant de les interpréter dans le sens des intérêts supérieurs du mouvement prolétarien au mépris des boutiques. Voici nos plus récents renseignements avec des éclaircissements à l'intention de tous ceux qui désirent savoir et comprendre.

ARRESTATIONS EN MASSE

Entre le 31 décembre et le 3 janvier, le Guépéou a arrêté 315 camarades (1) communistes, de l'opposition ou proches de l'opposition. Parmi les emprisonnés, on peut citer l'écrivain et critique connu Voronsky, principal collaborateur des revues *Krasnaïa Nov*, *Petchat i Revolioutsia*, etc.; Mdivani, ancien Président du Conseil des Commissaires du Peuple de la République Géorgienne, ancien Représentant commercial de l'U.R.S.S. à Paris; Drobnis, ancien Président du Petit Conseil des Commissaires du Peuple (organisme juridique assistant le Conseil des Commissaires); Pankratov, Kavtaradzé, Gaevsky, Grinstein, etc.

Dans le dernier *Bulletin Communiste*, nous annonçons environ 500 emprisonnements et déportations de communistes à la date du 1^{er} mai. Dans la suite, plusieurs centaines de perquisitions, suivies de nombreuses arrestations non exactement dénombrées eurent lieu. Rien qu'à Kharkov, on évalue à environ 700 les arrestations depuis le début de la répression anticommuniste. Il y a certainement aujourd'hui entre 2.000 et 3.000 communistes, tant « trotskystes » que « sapronovistes », arrêtés ou déportés.

TROTSKY EN EXIL

Récemment, un envoyé spécial du Guépéou de Moscou s'est rendu à Alma-Ata, où l'on sait que Trotsky est déporté depuis un an, et lui a signifié en substance : *Nous estimons nécessaire que vous fassiez une renonciation écrite à toute*

lutte et activité. Trotsky répondit : *Avant tout, donnez-moi cette invitation par écrit.* Le policier revint une dizaine de jours plus tard et déclara : *Nous considérons votre réponse comme un refus et, dans ces conditions, nous sommes obligés de prendre des mesures.*

De quelles mesures s'agissait-il ? On sut bientôt à Moscou que le Bureau Politique du Parti avait décidé de déporter Trotsky à l'étranger. D'après les cercles communistes officiels, divers gouvernements auraient été pressentis et la Turquie seule aurait accepté d'accorder refuge à Trotsky.

Les compagnons de travail et de lutte de Trotsky sont alarmés. Connaissant leurs adversaires comme ils les connaissent, ils redoutent un simulacre d'exil à l'extérieur destiné à masquer le pire des mauvais coups. Aussi la nouvelle a-t-elle produit, dans les milieux ouvriers révolutionnaires de Russie, une émotion considérable. Puisse-t-elle susciter aussi en Europe et en Amérique l'indignation croissante de la partie la plus consciente du prolétariat.

ACTIVITE DE L'OPPOSITION

L'accentuation de la répression anticommuniste est évidemment due à trois raisons principales : la situation économique de l'U.R.S.S. devient de plus en plus critique, à la ville comme à la campagne, déterminant le mécontentement grandissant de toutes les catégories sociales; l'opposition dite « trotskyste » et celle dite « sapronoviste » déploient avec quelque succès une activité énergique; enfin, une nouvelle opposition, dite « de droite », se manifeste qui inquiète Staline, pressé d'en finir avec la menace de gauche pour régler le compte de la droite.

(Nous employons, bien entendu, les mots gauche et droite dans le sens conventionnel, sans signification péjorative, et en faisant toutes réserves sur le sens que leur donnent actuellement les fractions aux prises en Russie).

Les oppositions « trotskyste » et « sapronoviste » font montre, à tout le moins, d'un grand courage et de grande initiative dans leur action. (Nous discuterons ailleurs du contenu de celle-ci). Elles lancent presque chaque semaine des tracts, un bulletin d'information tiré à la ronéo ou même imprimé sur presse à bras, comme sous l'ancien régime. Le secrétaire d'une cellule d'usine illégale, c'est-à-dire d'un groupe d'opposition, est-il arrêté : deux ou trois jours après se répand un tract à ce sujet. L'effet produit n'est pas grand, les ouvriers lisent avec un certain intérêt mais restent encore apathiques. Cependant, cette agitation entretient un certain mouvement.

Il existe actuellement un véritable parti communiste clandestin d'opposition, avec ses cellules, ses liaisons, sa direction. Fait particulièrement intéressant : cette organisation recrute des jeunes, qui prennent part à la distribution des tracts, ne fût-ce que par amour du tour de force ou mépris du danger.

Cette activité n'est pas partout aussi vive. A Kharkov, où la répression a été très forte, les

(1). Chiffre donné par l'opposition. De source officielle, on dit 150.

« trotskystes » sont extrêmement prudents. En revanche, les « sapronovistes » s'y montrent très remuants.

Quelles sont les revendications de ce mouvement ? Elles sont multiples et varient selon l'actualité. A propos du renouvellement des contrats collectifs, un tract a été lancé portant sur 21 points, notamment : relèvement des salaires ; réduction de la journée de travail ; construction de logements ; mise au travail des fils d'ouvriers ; salaire égal des femmes et des hommes, etc. On revendique aussi en toute occasion un régime démocratique dans le Parti et les diverses institutions soviétiques, et, à la campagne, on parle de « ligue paysanne ». Trotsky en est venu même à préconiser l'exigence du *scrutin secret* dans les votes du Parti et des Syndicats, sans toutefois l'admettre présentement dans les Soviets.

(Nous commenterons cela ailleurs.)

L'OPPOSITION DE DROITE

Depuis près d'une année s'est précisée dans le Parti cette tendance dite de droite dont l'existence est plus ancienne, mais était plus vague tant que l'opposition dite de gauche n'était pas exclue du Parti. Dans les nos 27-28 du Bulletin, nous notions qu'elle était représentée au Bureau Politique, en mai, par Rykov, Kalinine et Tomsky. Boukharine et Vorochilov jouaient alors le rôle de « tampons » entre ceux-ci et la direction officielle, incarnée par Staline et Molotov. Le huitième membre, Roudzoutak, attendait courageusement pour se rallier au côté le plus fort, conformément à sa nullité toute particulière. La situation a ensuite évolué de la façon suivante : Boukharine a rejoint décidément la droite, cependant que Kalinine se soumettait au Secrétariat Staline-Molotov, suivi à quelque intervalle par Vorochilov et, bien entendu, par Roudzoutak. Formation fragile mais qui suffit à Staline pour quelques mois, le temps de remanier son « appareil » afin de s'assurer une majorité automatique au « sommet ».

Le Bureau Politique étant le Gouvernement effectif de la Russie, Staline, fort d'une majorité de cinq voix contre trois, a pu entreprendre contre la « troïka » Boukharine-Rykov-Tomsky de ces « mesures organisatoires » dans lesquelles il excelle, tendant à isoler les contradicteurs, à les entourer de créatures aux ordres, pour les contraindre au moment opportun à se soumettre ou à se démettre.

Il y réussira évidemment comme il y réussit contre les deux forces d'opposition précédentes, si la droite continue de se laisser faire. Déjà, des escarmouches préliminaires lui ont permis d'éliminer du Commissariat de l'Agriculture, du Comité du Parti de Moscou (Ouglanov et Cie), du Conseil Central des Syndicats et d'autres secteurs moins importants de la bureaucratie un certain nombre de « droitiers ».

Les derniers simulacres d'assemblées du Parti et de l'Internationale ont découvert et dénoncé un « danger de droite » protéiforme. Dans plusieurs partis communistes, la répression est en train contre les gêneurs baptisés droitiers pour la circonstance. A la tête de l'Internationale, Boukharine est déjà pratiquement éliminé par un congé opportun. A la tête des syndicats russes, Tomsky a été déjà acculé à la démission : elle est virtuellement faite accompli depuis peu, à la suite de la nomination de Kaganovitch, homme à tout faire de Staline, comme une sorte de « commissaire » auprès de la direction syndicale. Le rédacteur du *Troud*, organe syndical officiel, Paglom, n'a été réélu que de justesse, avec une voix de majorité, à son poste de directeur du journal.

Un épisode particulièrement significatif doit être remarqué : avant l'assemblée plénière du Comité Central de novembre dernier, Boukharine, Tomsky et Rykov furent démissionnaires pendant quelques jours. Staline obtint le retrait de leur démission en acceptant intégralement un projet de résolution de Boukharine, que vota ensuite l'assemblée où Boukharine s'abstint de paraître. C'est là que Staline affirma l'unanimité complète du Bureau Politique... Bien entendu, le rusé compère ne tint ensuite aucun compte de la motion votée. C'est ainsi qu'il en use depuis 1923.

Le groupe Boukharine-Rykov-Tomsky, qui aurait pu imposer sa volonté un an plus tôt, qui avait au Comité Central la force du nombre, sinon celle de la conscience et de la volonté, qui représente indubitablement l'ensemble des cadres étatiques-syndicaux directement en contact avec les difficultés économiques, et, surtout, qui exprime le sentiment de lassitude de la quasi-totalité de la population, désorientée, découragée, prête à toutes les retraites — ce groupe est donc en train de se faire battre en détail, faute d'initiative, de décision, de programme, faute d'une tête pour le guider. La base de la dictature se rétrécit de plus en plus. Staline est en passe de devenir autocrate absolu, à moins d'un sursaut de l'opposition à la faveur d'une crise aiguë.

Quel est le programme de la droite ?

Elle n'a jamais eu le courage de le formuler. On connaît quelques-unes de ses vues, en matière économique : renoncement aux mesures de violence envers les paysans, résistance à la tendance de « super-industrialiser » le pays, encouragement de la production du blé, etc. L'orientation est assez claire. Cela ne suffit pourtant pas à constituer une politique. Boukharine a publié des *Notes d'un économiste* où il tente de systématiser ses vues, et que Smilga et Préobrajensky ont critiquées dans des écrits circulant sous le manteau (nous aurons à y revenir). Sur le régime intérieur, la droite se tait. Sur le plan de l'Internationale, elle ne s'est prononcée qu'au sujet de l'affaire Thaelmann, contre le maintien de cet ivrogne taré à la tête du Parti communiste allemand, et a été battue. Sans doute attend-elle les inévitables difficultés alimentaires du printemps pour esquisser l'affirmation de sa pensée d'ensemble. Un proche avenir dira la valeur de ce calcul. Staline est bien capable de prendre les devants.

On ne peut négliger de noter que Boukharine, Rykov et Tomsky ont voté, au Bureau Politique, contre la récente décision de déporter Trotsky à l'étranger, comme mesure impolitique. Se sentent-ils menacés d'être frappés à leur tour par les armes qu'ils ont contribué à forger ?

Enregistrons enfin que dans le groupe des suivants habituels de Staline, une « tendance de gauche » (!) est signalée qui incline à une entente avec l'opposition dite de gauche. C'est ce qu'on appelle l'unité « monolithique » du Parti.

GRAVE SITUATION ECONOMIQUE

« L'orientation économique de la droite, nous écrit un camarade très au courant, jouit d'une grande sympathie dans tous les milieux, même dirigeants. Dans le secret de leur âme, les staliniens les plus zélés souhaitent son succès. Et si, par hypothèse, l'opposition de gauche venait au pouvoir, elle ne pourrait éviter de prendre bien des mesures économiques préconisées par la droite. Dans le cas où Staline éliminerait celle-ci, il serait obligé de lui emprunter son programme, de même qu'il s'est, dans une bonne mesure, inspiré des vues de la gauche après l'avoïr déportée. En définitive, il faudra en venir

aux conceptions de la droite *avec ou sans ses hommes*, c'est-à-dire laisser aux paysans la liberté de produire, payer leurs produits à leur valeur ou à peu près, atténuer la mainmise du Parti sur l'État, renoncer à forcer démesurément l'industrialisation, etc. »

Pour ne pas voir cela, il faut fermer volontairement les yeux à la réalité. La situation économique de l'U.R.S.S. est d'une gravité pleine de périls et deviendra catastrophique à bref délai si la politique actuelle est maintenue. Les mesures de l'été dernier contre les paysans ont été officiellement abrogées mais restent encore en vigueur plus ou moins franchement dans bien des provinces. Le résultat est que, là même où il y a du blé, les paysans, persuadés qu'on le réquisitionnera, le cachent. Une lettre de Russie nous signale un village où deux charrons travaillent à fabriquer ou rafistoler des tonneaux pour le grain qu'on enfouit en terre. Dès maintenant, dans le Nord, dans les régions de Nijni-Novgorod, Kostroma, etc., le poud de farine de seigle vaut 6, 8 et dans certains cas jusqu'à 14 roubles (1 poud = 16 kilos ; 1 rouble = 12 fr. 50). Les paysans viennent acheter du pain dans les villes : auprès des gares, la milice le leur confisque. En Ukraine, il y a un district, celui de Soumy, où règne la famine : des bandes de paysans, groupés autour d'un noyau de brigands plus ou moins professionnels, tiennent le pays. Quand il s'agit de « faire » les élections au soviet d'un village, on envoie trois communistes ostensiblement armés de fusils. Rien d'étonnant si les journaux doivent annoncer presque chaque jour des meurtres de fonctionnaires soviétiques à la campagne, de correspondants ruraux (*selcours*) : ce sont les manifestations de la haine générale de la masse paysanne contre tel administrateur particulièrement tyrannique, contre un *selcor* trop zélé.

Cet état de choses ne peut durer indéfiniment. L'heure de la soudure sera terrible. Déjà, il faut acheter du blé à l'étranger, comme l'an dernier, pour cela exporter de l'or, des devises. La valeur réelle du rouble baisse sérieusement. Un correspondant nous informe, entre autres, que le Ministre de Grèce à Moscou vend des livres sterling pour 40 roubles la livre. Le prix de la vie augmente à vue d'œil. La pénurie de marchandises devient inouïe. Il est impossible d'acheter la plupart des produits de première nécessité, même avec de l'argent. Le papier manque, les journaux réduisent leur format, cependant que le prix de l'abonnement à la *Pravda* passe de 10 à 12 roubles l'an. Le rationnement du pain est établi dans nombre de villes, au moyen de cartes. Le chômage frappe cruellement les masses : environ 2 millions de sans-travail officiellement, donc 4 millions au moins en réalité. La *vodka* fait des ravages dont la presse enregistre vainement les effets. La démoralisation est générale, la corruption ronge les cadres de fonctionnaires communistes, syndicaux, techniciens, spécialistes, etc. L'antisémitisme progresse à vue d'œil...

Telle est la marche au « socialisme dans un seul pays ».

DANS L'INTERNATIONALE

Boukharine écarté de la direction de l'Internationale, Tomsky démissionnaire de la présidence de la Centrale Syndicale, — ce sont des faits qui ne resteront pas sans répercussion sur les débris de l'Internationale Communiste en décomposition.

Si, comme de bruit en court à Moscou, Staline impose Molotov à la place de Boukharine, le gaillard ne manquera pas de faire des ra-

vages : il suffit de savoir que Molotov ignore absolument tout de l'Europe, du mouvement ouvrier, des particularités de chaque pays, et qu'il est l'incarnation même du fonctionnaire russe borné et soumis. La retraite de Tomsky laisse place à l'empressement de Losovsky pour la création de nouveaux syndicats en Allemagne, en Tchéco-Slovaquie, etc., et il est inutile d'être prophète pour prévoir les perspectives de cette nouvelle aventure.

L'exclusion de Brandler, Thalheimer et de leurs partisans en Allemagne a produit divers contre-coups dans l'Internationale. Le Comité Central du minuscule Parti Communiste autrichien s'est prononcé contre cette nouvelle saignée et il a fallu envoyer à Vienne un agent de l'Exécutif pour rétablir l'ordre. On a publié un discours de Staline prononcé au « Presidium » de l'Exécutif, le 19 décembre et prenant à partie sans égards deux des secrétaires de l'I. C., Humbert-Droz et Serra, qui, d'accord avec Clara Zetkin, s'étaient exprimés dans un sens hostile aux nouvelles exclusions ; pour qui connaît la façon d'agir des bolchéviks, il est clair que Staline visait Boukharine à travers des deux occidentaux qui ont pâti ; pour peu que Boukharine et Clara Zetkin tiennent à leurs opinions, Staline devra les attaquer ouvertement à la prochaine Assemblée plénière de l'Exécutif. Les deux secrétaires, taxés d'« opportunisme poltron » (*sic*), se sont démis de leurs fonctions mais, pour comble de logique, ont reçu l'injonction de rester à leur poste. En revanche, plusieurs fonctionnaires de l'Exécutif, suspects de brandlerisme, ont été révoqués.

Le P. C. russe ayant dénoncé le « danger de droite », tous les partis communistes dont les fonctionnaires ont des comptes à régler entre eux ont appris l'existence d'un danger de droite. Il en est résulté une série d'exclusions et de scissions dont le bilan n'est pas encore établi. Aux Etats-Unis et au Canada, plusieurs ex-dirigeants du Parti sont exclus comme droitiers, bien que se réclamant obstinément de Trotsky dénoncé comme gauchiste. En Tchéco-Slovaquie et en France, la couardise des uns et des autres ajourne les solutions. Un article du vieux Katayama, complètement gâteux, dénonce « les liquidateurs » de droite au Japon...

Il est cependant un Parti où l'on ne signale pas, pour l'instant, de danger de droite : c'est celui de Chine, dont les dirigeants russes ont réussi à faire étrangler, pendre, assassiner ou décapiter la grande majorité des héroïques militants.

Notre « Bulletin »

Après plus de six mois de paralysie financière, le *Bulletin Communiste* tente un nouvel effort. Nous devons un certain nombre de numéros à nos abonnés : nous les leur donneront, ils y peuvent compter. Pas dans le délai prévu, mais du moins dans la quantité due.

Un double numéro (29-30) était sous presse, quand l'actualité a imposé de sortir ce petit numéro spécial, comme supplément, pour informer nos amis des choses de Russie. Dans les numéros réguliers, si l'on peut dire, le lecteur trouvera des explications sur la situation du *Bulletin*.

Ce *Supplément* est numéroté et paginé comme si les numéros 29-30 (août-décembre) avaient vu le jour. Le collectionneur saura le placer dans l'ordre chronologique. La nécessité de changer d'imprimerie a rendu inévitable cette petite anomalie. Le double numéro en cours d'impression ne tardera pas à rejoindre le *Supplément*.

Le Rédacteur-Gérant : BORIS SOUVARINE